

CONCOURS EXTERNE  
DE CONTRÔLEUR STAGIAIRE DU TRÉSOR PUBLIC

ANNÉE 2002

ÉPREUVE N°2 A OPTION

Durée : 3 heures – Coefficient : 4

RÉSUMÉ AU QUART DE SA LONGUEUR D'UN TEXTE DE CARACTÈRE  
GÉNÉRAL OU ADMINISTRATIF POUVANT COMPORTER DES TABLEAUX,  
GRAPHES, ETC...

PAGE 2

*Toute note inférieure à 6/20 est ÉLIMINATOIRE*

**TRÈS IMPORTANT :**

Le candidat traitera celui des trois sujets ci-après qui correspond à l'option qu'il a choisie lors de son inscription au concours : CE CHOIX NE PEUT PAS ÊTRE MODIFIÉ.

Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, lieu, etc.) sur la partie réservée à la rédaction.

L'utilisation de tout document et matériel est interdite.

Tournez la page S.V.P.

## **VACANCES : LA PERSISTANCE DES INÉGALITÉS** **(2 906 mots)**

La proportion de Français partant en vacances stagne depuis dix ans : 61 % en 1989, 62 % en 1999 ; chaque année, environ quatre Français sur dix ne partent pas en vacances. Ceux qui ne partent pas aujourd'hui sont-ils différents de ceux d'il y a dix ans ? Les inégalités devant l'accès aux vacances se reflètent-elles aussi dans des différences de durée, de destination, de mode d'hébergement et de transport ? Ont-elles tendance à se réduire ou au contraire à perdurer ? Les enquêtes réalisées par l'INSEE sur les conditions de vie des ménages permettent d'apporter quelques éléments de réponse : tous les cinq ans environ, elles interrogent un échantillon de personnes résidant en France sur leurs départs en vacances et décrivent les modalités des séjours qu'elles ont effectués.

Chaque année, quatre Français sur dix ne partent pas en vacances. Il ne s'agit d'un choix délibéré que pour un sur cinq. Sur dix personnes contraintes de rester chez elles, cinq l'ont été principalement par des raisons financières, deux par des raisons familiales, une par des motifs professionnels, une par des raisons de santé, la dernière par d'autres raisons. Certaines de ces raisons sont contingentes et ont empêché ces personnes de partir l'année de l'enquête seulement. Mais d'autres sont structurelles et donc pérennes. Les données d'enquête utilisées ne permettent pas de faire la distinction entre les personnes empêchées de partir une année donnée pour des motifs transitoires (naissance d'un enfant, achat d'un logement ou gros travaux, changement de poste, maladie, etc.) et celles qui ne peuvent partir pour des raisons plus graves et durables (handicap, pauvreté, problèmes familiaux, etc.).

Les intentions de départ dans les douze mois renseignent en partie sur le caractère passager ou permanent de l'absence de vacances. Ainsi, interrogés sur leurs projets de vacances à un tel horizon (de douze mois), six sur dix de ceux qui ne sont pas partis en 1998-1999 ne pensent pas partir dans l'année qui suit (contre un peu plus d'un tiers qui en ont l'intention et 5 % qui ne savent pas encore). Ce sont surtout les raisons de santé qui ajournent durablement ces projets de départ : 80 % des personnes qui les invoquent ne pensent pas partir dans les douze mois suivants. Ainsi, les personnes âgées, plus souvent dépendantes, touchées par des problèmes de santé permanents ou des handicaps, sont durablement empêchées de partir en vacances. Les raisons professionnelles semblent plus transitoires : la moitié de ceux qui s'y réfèrent pensent prendre des vacances dans l'année qui suit. Dans cette catégorie se rangent les jeunes adultes (entre 20 et 29 ans) : entrant dans la vie active, ils ne bénéficient pas encore de congés suffisants ou bien ont des problèmes financiers qu'ils estiment passagers.

Les vacances étant de plus en plus fractionnées, on pourrait penser que les personnes qui ne partent pas en long séjour d'agrément, soit par contrainte, soit par choix délibéré, compensent l'absence de vacances par de courts séjours d'agrément, à l'occasion de week-ends par exemple. Or, il n'en est rien : ceux qui ne partent pas en long séjour ne partent pas davantage en court séjour. En effet, quatre sur dix de ceux qui sont partis en vacances ont aussi effectué de courts séjours d'agrément pendant l'été, contre deux sur dix de ceux qui ne sont pas partis en vacances.

Les personnes qui ne sont pas parties en vacances invoquent le plus souvent des raisons financières (37 %). Les ménages modestes partent d'ailleurs moins souvent que ceux dont les revenus sont plus confortables : environ six sur dix des personnes appartenant à un ménage gagnant moins de 6 600 F par mois n'ont pas pris des congés hors de leur domicile sur la période 1998-1999, contre seulement une sur dix des personnes vivant dans un ménage qui gagne 25 000 F par mois ou plus. En termes de revenu par unité de consommation, les

différences sont aussi accusées : 58 % des personnes appartenant au premier décile de niveau de vie ne sont pas parties en vacances, contre 15 % des personnes appartenant au dixième décile.

Il est vrai que les dépenses de vacances « pèsent » dans un budget : en 1999, 37 % des ménages partis déclaraient avoir dépensé entre 1 000 et 5 000 F pour leurs vacances d'été, et autant entre 5 000 et 15 000 F pour des séjours de deux semaines en moyenne. Pour les vacances d'hiver, qui durent en moyenne neuf jours, 45 % des ménages partis déclaraient avoir dépensé entre 1 000 et 5 000 F, et 28 % entre 5 000 et 15 000 F.

Pourtant, globalement, les inégalités dues au niveau de vie semblent se réduire : les écarts de taux de départ entre déciles de niveau de vie, encore très importants, ont nettement diminué. Ainsi, l'écart entre le premier et le dixième décile, qui s'élevait à 51 points en 1989, n'est plus que de 43 points en 1999. Les évolutions ont touché les deux extrémités de l'échelle des niveaux de vie, puisque le taux de départ en vacances a augmenté de six points pour les trois premiers déciles et diminué de deux points pour le neuvième et le dixième.

Ce paradoxe apparent s'explique par les changements de structure de la population : les déciles de niveau de vie ont changé de composition. Ainsi, les personnes âgées, qui partent moins que les autres, sont moins nombreuses, en part relative, dans les premiers déciles et plus nombreuses dans les derniers qu'il y a dix ans, leur niveau de vie global s'étant élevé. En effet, 12,5 % des personnes du premier décile de niveau de vie ont 60 ans ou plus en 1999, contre près de 18 % dix ans plus tôt.

Les seniors partent moins que la moyenne. En 1999, 43 % des sexagénaires et 62 % des septuagénaires ne sont pas partis en vacances. A l'opposé de la pyramide des âges, les enfants et adolescents voyagent beaucoup plus, puisque seulement 31 % des moins de 20 ans ne sont pas partis en vacances sur la période. Entre 1989 et 1999, les écarts se sont cependant réduits. La part des plus de 60 ans ne partant pas en vacances a diminué de cinq points. L'augmentation du niveau de vie des retraités, l'allongement de l'espérance de vie sans handicap et les habitudes contractées au cours de la vie expliquent sans doute pourquoi les seniors partent de plus en plus.

Ainsi, les générations qui ont pris l'habitude de partir en vacances continuent à le faire, l'âge venant, si rien - notamment aucun problème de santé - ne vient les en dissuader. À partir de 60 ans, les personnes qui ne partent pas invoquent d'ailleurs plus souvent un choix délibéré ou des raisons de santé que des raisons financières.

En revanche, les 30-49 ans sont un peu moins partis en 1999 qu'en 1989 (37 % de non-partants contre 34 %). De fait, la structure par âge des non-partants s'est modifiée : elle comprend nettement moins de personnes du troisième âge (entre 60 et 79 ans), moins d'enfants et adolescents et plus de personnes d'âge intermédiaire (de 30 à 49 ans).

Parmi les actifs, les agriculteurs et les ouvriers sont les catégories qui partent le moins en vacances. En 1999, seulement un tiers des agriculteurs étaient partis au moins quatre jours consécutifs hors de leur domicile. Les contraintes engendrées par une exploitation agricole expliquent sans doute ce faible taux de départ. En effet, 58 % d'entre eux évoquent des raisons professionnelles pour expliquer qu'ils n'aient pas pris de congés hors domicile (contre 8 % en moyenne dans l'ensemble de la population). Les ouvriers restent aussi plus souvent chez eux que la moyenne : c'est le cas de 55 % d'entre eux, contre 38 % dans la population totale. Mais, pour eux, ce sont les contraintes financières qui s'avèrent un obstacle (la moitié d'entre eux sont dans ce cas).

Parmi les inactifs, les retraités et les inactifs de diverse nature (militaires du contingent, chômeurs n'ayant jamais travaillé) partent moins que la moyenne. Les retraités mettent en avant

les raisons de santé (29 %) et une volonté délibérée (26 %), tandis que pour les autres inactifs, notamment les chômeurs n'ayant jamais travaillé, les raisons financières priment.

Entre 1994 et 1999, les inégalités entre catégories socioprofessionnelles ont évolué diversement. Le taux de départ des agriculteurs et, dans une moindre mesure, celui des artisans, commerçants et chefs d'entreprise a progressé. En revanche, celui des ouvriers et des employés a diminué.

Cette diminution est encore plus nette sur dix ans : le taux de départ des employés est ainsi passé de 70 à 61 %, celui des ouvriers de 51 à 44 %.

Les indépendants semblent donc moins astreints par leurs obligations professionnelles, tandis que les contraintes (financières notamment) empêchant les salariés de partir se sont faites plus impérieuses.

Les habitants des communes rurales partent moins que ceux des grandes villes : sur la période 1998-1999, près de la moitié de leurs habitants n'ont pas pris de vacances, contre seulement un tiers de ceux des villes de plus de 100 000 habitants, agglomération parisienne exclue. Les Parisiens sont particulièrement enclins à partir : seuls 23 % d'entre eux sont restés chez eux tout au long de la saison touristique 1998-1999. Les agriculteurs sont évidemment une catégorie spécifique aux communes rurales. Leur présence explique en partie ces différences dans la mesure où ils s'absentent très peu du domicile. Habiter en maison individuelle ou disposer d'un jardin peut également expliquer pourquoi les habitants des communes rurales partent moins que les autres : dans les communes rurales, près de 97 % des ménages vivent dans une maison individuelle (contre 23 % des ménages de l'agglomération parisienne) et 90 % ont un jardin (25 % dans l'agglomération parisienne). Entre 1989 et 1999, les disparités entre types de commune en matière de départs en vacances n'ont pas évolué.

Mais le type (urbain ou rural) de la commune et l'activité de ses habitants n'expliquent pas tout. Il y a un effet régional propre d'ordre structurel. Dans les régions touristiques, les départs sont moindres : ainsi, le long de la côte méditerranéenne (Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse) et dans le Sud-Ouest (Aquitaine, Limousin, Midi-Pyrénées), 45 % des habitants ne partent pas en vacances. Ces deux régions figuraient déjà en 1989 parmi celles dont les habitants sont le moins enclins à partir. Cependant les Nordistes sont ceux qui partent le moins : 48 % d'entre eux ne sont pas partis en vacances en 1998-1999. Ce sont les raisons financières qui les brident le plus (53 % des non-partants). En 1989, les habitants de la région Nord-Pas-de-Calais étaient déjà ceux qui partaient le moins en vacances, puisque plus d'un sur deux était resté chez lui.

Niveau de vie, catégorie socioprofessionnelle, âge, type de ménage, région et catégorie de commune de résidence : autant de facteurs susceptibles de jouer sur la propension à partir en vacances. Quels sont les plus déterminants ? Deux régressions logistiques, portant sur les enfants et l'autre sur les adultes, permettent d'isoler l'impact de chaque variable.

Pour les adultes (15 ans et plus), c'est le revenu qui a l'impact le plus fort, suivi par la catégorie de la commune, la catégorie socioprofessionnelle, la région, l'occupation actuelle, le diplôme, l'âge, le sexe. La probabilité de partir en vacances augmente très nettement avec le revenu, puisqu'elle passe de 39 % pour la tranche de revenu la plus basse à 83 % pour la tranche la plus élevée. Toutes choses égales par ailleurs, l'âge n'est significatif que pour deux tranches : les plus de 70 ans et les 15-19 ans.

L'importance relative des facteurs explicatifs est la même depuis dix ans. La même régression donne des résultats très proches à dix ans d'intervalle. Ainsi, le niveau de vie, mesuré par le décile de revenu par unité de consommation, est la variable la plus discriminante, en 1999 comme en 1989. Pratiquement toutes les dimensions explicatives sont d'ailleurs restées

remarquablement stables entre 1989 et 1999. L'apparente hausse des départs en vacances des personnes vivant dans les ménages les plus pauvres ne se confirme pas quand on neutralise l'effet des autres facteurs explicatifs (âge, catégorie sociale, région, type de ménage, catégorie de commune, sexe) - sauf pour le plus bas décile de revenu.

Et notamment, à âge, type de ménage, sexe, catégorie de commune, catégorie socioprofessionnelle égaux, l'impact du niveau de vie n'a pas varié en dix ans. En définitive, les évolutions observées (réduction des écarts entre déciles de niveau de vie, évolutions contrastées des indépendants et des salariés) sont davantage dues à des effets de structure qu'à l'effet propre d'un facteur explicatif isolé.

Pour les moins de 15 ans, les caractéristiques d'habitat (région, catégorie de commune) ou du ménage (catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence, revenu, type de ménage) comptent beaucoup moins que le comportement des parents en matière de vacances. En effet, lorsque la personne de référence et son conjoint ne partent pas, seuls 23 % des moins de 15 ans sont eux-mêmes partis. Lorsque l'un des deux part, 90 % des moins de 15 ans partent aussi. Et ce pourcentage atteint 97 % lorsque le père et la mère partent. Malgré l'existence des colonies de vacances et des dispositifs d'aide au départ, les vacances des enfants dépendent donc étroitement de celles des parents.

Les inégalités entre Français ne se traduisent pas seulement par des taux de départs différents, mais aussi par des contrastes quant aux types de séjours. Ainsi, le nombre moyen de séjours par personne partie varie d'environ 1,6 pour le premier décile de niveau de vie à près de 3 pour le dixième décile. En revanche, la durée du séjour pour le dixième décile est significativement plus courte. Les longs séjours d'été durent en moyenne 17 à 18 nuitées pour les personnes appartenant aux 10 % de ménages les plus modestes, contre un peu moins de 13 nuitées pour les personnes appartenant aux 10 % des ménages les plus aisés. De même, les séjours de plus de 28 nuitées représentent 5 % des séjours du dixième décile de niveau de vie, soit deux fois moins que pour le premier décile. Les personnes les plus à l'aise financièrement fractionnent plus leurs vacances. Elles partent également deux fois plus en circuit que les 10 % de personnes les plus modestes (11 % de leurs séjours contre 5 %).

Les séjours à l'étranger sont tout aussi nombreux aux deux extrémités de l'échelle des revenus (22 %). Le mode d'hébergement est cependant alors différent : les personnes les plus modestes partent principalement dans la famille (60 % de leurs séjours à l'étranger), ce qui n'est pas le cas des plus aisés (14 % seulement). Cela s'explique par une proportion beaucoup plus importante de Français par acquisition ou d'étrangers dans le premier décile de niveau de vie que dans le dernier (20 % contre 5 % si l'on se limite aux personnes âgées de 15 ans et plus).

De même, les personnes qui ont un niveau de vie élevé passent moins souvent leurs vacances en ville (12 % des séjours contre 21 %). En revanche, il n'y a pas de différences entre les deux extrêmes de niveaux de vie pour les séjours à la mer, à la montagne (hors sports d'hiver) ou à la campagne. Les polarisations sont plus marquées l'hiver. Ainsi, parmi les séjours fixes d'hiver, la proportion de séjour aux sports d'hiver passe de 13 % pour le premier décile à 27 % pour le dernier. Celle des séjours d'hiver en ville passe de 33 % à 19 % entre ces deux déciles.

Et si le mode de résidence choisi est affecté par le niveau de vie, c'est moins net pour le mode de transport, la voiture étant choisie par tous.

Le cycle de vie a également un fort impact sur le choix des séjours. Ainsi, les circuits sont davantage prisés des 50-79 ans - plus de 10 % de leurs séjours de vacances sont des circuits - que des personnes plus âgées ou des enfants et adolescents. Ces personnes, encore actives ou jeunes retraitées, allient des moyens financiers plus élevés et un état physique leur permettant

de supporter la fatigue d'un séjour itinérant. Les seniors qui prennent des vacances partent, en moyenne, dix jours de plus que les actifs et cinq jours de plus que les enfants et les adolescents (32 contre respectivement 22 et 27). (...)

En définitive, il semble que les années quatre-vingt-dix ont représenté un palier pour l'accès aux vacances. Non seulement le taux global de départ en vacances sur une année stagne depuis dix ans, mais encore fort peu d'inégalités se sont réduites sur la période. L'apparente diminution de l'effet de l'âge est plus vraisemblablement un effet de génération. La réduction des inégalités de départ dues au niveau de vie y est d'ailleurs directement liée. D'autres inégalités se sont même renforcées : ainsi, employés et ouvriers partent moins aujourd'hui qu'il y a cinq ans, et nettement moins qu'il y a dix ans. Finalement, les facteurs jouant sur le fait de partir en vacances ou non sont les mêmes aujourd'hui qu'il y a dix ans. Et malgré les efforts pour développer le départ en vacances des enfants et adolescents, la probabilité pour un jeune de moins de 15 ans de partir en vacances reste très liée à la possibilité de départ de ses parents.

*Problèmes économiques*

*27 février 2002*

[www.devenez-fonctionnaire.fr](http://www.devenez-fonctionnaire.fr) [www.devenez-fonctionnaire.fr](http://www.devenez-fonctionnaire.fr) [www.devenez-fonctionnaire.fr...](http://www.devenez-fonctionnaire.fr...)